

10 ANS D'ÉRIC PIOLLE À GRENOBLE : L'HEURE DU BILAN !

2014 / 2024



GROUPE D'OPPOSITION

SOCIÉTÉ CIVILE, DIVERS DROITE ET CENTRE

10 ans d'Eric Piolle : et après ?

Cette année 2024 marque l'anniversaire des **10 ans de l'arrivée d'Eric Piolle** et des élus Verts / France Insoumise à Grenoble. Une décennie, c'est un temps suffisamment long pour permettre de dresser enfin un bilan précis de la gestion municipale du Maire et de son équipe.

C'est tout l'objectif de ce livret. Loin des éléments de langage vus et revus et des petites phrases sur les réseaux sociaux, nous avons souhaité vous proposer **un bilan factuel de l'action de la majorité municipale** en se penchant sur 9 thématiques. Une plongée dans les résultats de l'équipe Piolle, derrière sa communication, ses dizaines de "chartes", "délibérations-cadres" et déclarations d'intention.

Ce document a vocation à informer les Grenoblois en leur donnant les clés de compréhension de la situation de notre ville. Il ne prétend pas être exhaustif, mais se veut **un support à la discussion et au débat**. À ce titre, n'hésitez pas à utiliser le formulaire en 4ème de couverture pour nous faire remonter vos idées et remarques.

Ce bilan se veut également un préalable à **la construction d'un nouveau projet pour Grenoble**. En creux, il dessine des pistes pour renouer avec la douceur de vivre dans une ville qui protège les Grenoblois. Nous avons déjà entamé ce travail de préparation de l'alternance pour un futur plus désirable, et nous l'enrichirons avec toutes vos idées.

Après le temps du bilan, viendra celui des propositions. D'ici là, nous vous souhaitons une bonne lecture et restons à votre disposition pour échanger.



**Alain
CARIGNON**

Coprésident du groupe d'opposition, Conseiller municipal de Grenoble, Conseiller communautaire de Grenoble Alpes Métropole.



**Charah
BENTALEB**

Conseillère municipale de Grenoble.



**Nathalie
BÉRANGER**

Conseillère municipale de Grenoble, Conseillère régionale.



**Brigitte
BOER**

Coprésidente du groupe à la ville, Conseillère municipale de Grenoble, et Conseillère communautaire de Grenoble Alpes Métropole.



**Chérif
BOUTAFA**

Conseiller municipal de Grenoble.



**Dominique
SPINI**

Coprésidente du groupe à la métropole, Conseillère municipale de Grenoble, et Conseillère communautaire de Grenoble Alpes Métropole.

Finances : droit dans le mur

C'est l'échec de cette décennie à l'origine de bien des autres. À cause d'une très mauvaise gestion des finances de la ville, le contribuable est matraqué et la ville risque de ne plus pouvoir faire face aux dépenses qu'elle doit assumer.



1ère grande ville pour l'impôt.

En 2023, alors que la liste Piolle avait été élue en promettant de ne pas augmenter les impôts, **la taxe foncière a bondi de +30%**. Une explosion jamais vue dans l'histoire de la ville, qui pénalise durement les propriétaires de la classe moyenne.

L'encours de dette culmine à un niveau jamais atteint à Grenoble et il va continuer de s'aggraver. La dette de la ville s'ajoute à celle de la métropole : au total, le poids du remboursement qui pèsera sur les futures générations s'élève à **plus d'1 milliard d'euros**.

La dette compromet l'avenir.



Les dépenses explosent.

Les dépenses de fonctionnement, en forte hausse depuis 2014, s'élèvent à **1800 € par habitant contre 1240 €** en moyenne pour les villes de la même strate. Malgré les transferts de compétences à la métro, la ville a créé environ 150 postes de plus (pour des "coordinateurs", "chargés de missions"...)

Chaque année depuis 2014, **1/3 des projets annoncés et budgétés par la majorité municipale ne sont pas réalisés**. Malgré la hausse d'impôts, les investissements prévus en 2024 sont en baisse. La situation budgétaire paralyse nos capacités d'agir pour les Grenoblois.

L'investissement en baisse.



13 mars 2023. Alors que le conseil municipal s'apprête à débattre de la hausse d'impôts souhaitée par Eric Piolle, les Grenoblois manifestent leur refus de ce matraquage.

Le pire est à venir ?

L'augmentation d'impôts ne permet de tenir que jusqu'aux prochaines élections municipales. Les principaux investissements annoncés par la majorité sont d'ailleurs renvoyés après cette date.

Cette trajectoire financière (endettement et dépenses de fonctionnement en hausse) ne laissera que 2 options aux successeurs d'Eric Piolle : **soit les impôts devront à nouveau être augmentés, soit il faudra engager un plan d'économies ambitieux.**

C'est ce que propose notre groupe : mutualisations avec la métropole, fonctionnement des services repensé à partir de 0, utilisation des locaux municipaux vides et valorisation du patrimoine qui coûte en fonctionnement...

Sécurité : le "Chicago français"

C'est le sujet qui a le plus terni l'image de Grenoble au niveau national. En refusant de s'attaquer aux problèmes d'insécurité et d'assumer les responsabilités municipales en la matière, Eric Piolle a laissé la porte grande ouverte à la délinquance.



7ème ville la plus dangereuse.

Un classement publié en août 2023 compare la situation des plus grandes villes de France pour 7 catégories de délits : **vols, coups et blessures, destructions et dégradations, cambriolages...** Grenoble se classe 7ème ville la moins sûre.

Les fusillades et règlements de comptes entre bandes rivales sur fond de trafic de drogue se sont multipliés. En juin 2023, un expert du milieu grenoblois constatait dans le Dauphiné la **"banalisation de la violence la plus radicale comme mode de règlement des contentieux"**.

"Banalisation de la violence"



La pieuvre de la délinquance.

Hoche, Saint-Bruno, Alma, Lys Rouge, Villeneuve, VO, Léo Lagrange... **Le trafic de drogue étend son emprise et pourrit la vie de nombreux quartiers.** À Mistral, les dealers ont même expulsé les associations d'une salle municipale pour leur usage !

L'information a fait la une fin 2023. À Grenoble, **les chantiers notamment dans le sud de la ville sont rackettés** par les mafias qui paralysent les travaux (incendies, dégradations) si les entreprises ne payent pas. Un marqueur de plus de la prise de pouvoir de la délinquance.

L'emprise sur les chantiers.



La soumission municipale

L'insécurité restera comme **l'un des angles morts les plus importants du mandat d'Eric Piolle**. Pendant longtemps, il a refusé ne serait-ce que d'en parler, l'une de ses adjointes expliquant même que ces questions relèvent du "fantasme".

Dans un second temps, la majorité municipale a admis le problème mais **en rejetant systématiquement la responsabilité sur l'État**, alors que la ville a un rôle fort à jouer (vidéoprotection, police municipale...).

Désormais, **les élus ne cachent plus leur soumission** : refus des caméras en ville par peur qu'elles soient dégradées, spectacle sur comment "vivre à proximité d'un point de deal", logements vides du parc public laissés squattés par les dealers...



Exemple d'un hall d'immeuble utilisé par les dealers pour leur trafic. Les habitants livrés à leur sort n'ont d'autre choix que de les laisser faire par peur de représailles.

Logement : 30 ans d'échec

Depuis près de 30 ans, les Verts et leurs alliés se succèdent aux postes d'adjoint au Maire et Vice-Président de la métropole en charge des sujets de logements, ainsi qu'à la tête des bailleurs sociaux. Pour quel résultat ?



Social : 18 000 demandeurs.

C'est le nombre de demandeurs de logement social dans la métropole. **Un chiffre en augmentation de 15% depuis 2018** malgré toujours plus de constructions. Près de la moitié sont déjà locataires du parc social et cherchent à quitter leur logement actuel.

Fin 2023, une étude de l'Agence Parisienne d'Urbanisme a révélé que 17% des logements seraient vacants à Grenoble. Un chiffre qui nous propulse **en tête des grandes villes pour la vacance des biens** et qui questionne quant à l'attractivité de Grenoble.

17% de logements vacants.



Le déclin de la valeur des biens.

La valeur des biens était autrefois comparable à celle de Lyon, Bordeaux, Toulouse. **Elle flirte désormais avec des villes comme Dijon, Tours...** Un déclin qui doit beaucoup aux opérations de construction avec un trop fort taux de logements sociaux.

Grenoble compte seulement 37% de propriétaires. Électoralement minoritaires, ils sont donc la cible des politiques municipales : taxe foncière record, volonté d'encadrement des loyers alors qu'il n'y a pas de besoin, velléités de réquisition, expérience du "permis de louer"...

Les propriétaires ciblés.



Le nouvel "écoquartier" Flaubert : densification massive avec 1500 logements, taux de 50% de social, des biens mis en vente qui ne trouvent pas preneur et déjà des problèmes d'incivilités et de malfaçons.

Faites ce que je dis...

La majorité municipale refuse de s'attaquer au fondement des problèmes de la politique du logement : **la perte d'attractivité de la ville**, en raison de conditions de vie dégradées (insécurité, insalubrité, absence de mixité, bétonisation...). Elle multiplie plutôt les effets d'annonce pour faire mine de s'attaquer aux conséquences.

Dernier coup de comm' en date avec la volonté d'Eric Piolle d'engager des réquisitions de logements privés vacants... alors que **la ville est elle-même propriétaire de plusieurs logements vides**, et que les bailleurs sous contrôle des élus comptent eux aussi de forts taux de vacance ! Faites ce que je dis, pas ce que je fais...

Commerce : 10 ans de souffrance

Les commerçants grenoblois auront particulièrement souffert de la politique menée par la majorité municipale depuis 10 ans. Toutes les difficultés ne peuvent pas être imputées à l'essor du e-commerce : la ville a une grande responsabilité.



Chiffres d'affaires : la chute.

L'évolution des chiffres d'affaires publiés par la CCI confirme le déclin. Dès 2014, nous décrochons de nos voisins du Sud Isère. **Entre 2019 et 2022, c'est la chute : -2,7%** alors que la France connaît une hausse et le Grésivaudan un vrai boom (+11%).

En plus de sa perte d'attractivité (54% de taux de remplissage des hôtels : Lyon est à 70% !), **Grenoble paye son manque d'accessibilité pour la clientèle** : 1ère ville de France avec Paris pour le prix du stationnement, 1200 places supprimées en 10 ans, embouteillages...

Le manque d'accessibilité.



L'uniformisation du commerce.

En 2023, le Dauphiné a publié une étude qui pointe une dangereuse **uniformisation du commerce grenoblois** : les commerces alimentaires, d'équipements et de services sont en baisse depuis 2018. Seuls les cafés/restaurants (fast-foods) sont en hausse.

Les élus grenoblois ont approuvé l'extension de Grand Place, et laissé se faire le centre commercial Neyrpic à St-Martin d'Hères. **Deux projets d'un autre temps, véritables pompes aspirantes** de la clientèle aux entrées de ville... au détriment des commerçants de Grenoble.

La dernière grande trahison.

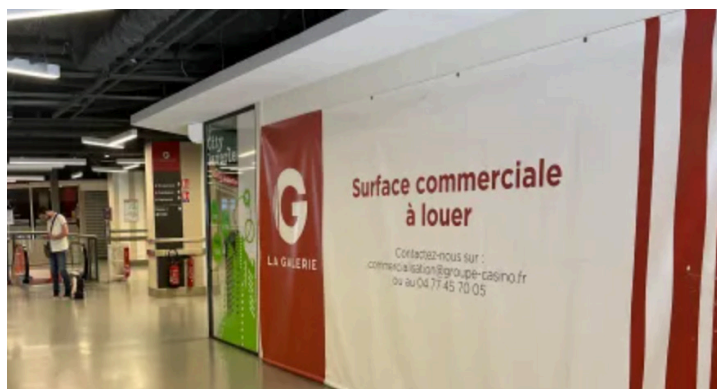


La fausse solution : la "municipalisation"

Sur ce sujet également, plutôt que de s'attaquer aux causes du problème (attractivité et accessibilité de la ville), les élus de la ville et de la métropole réagissent avec **des mesures rustines**.

Cours Berriat, rue Chenoise et rue Très-Cloîtres (20% de vacance commerciale sur ces axes !), on se dirige ainsi vers **une expérimentation d'achat de locaux vacants pour ensuite les louer** en-deça des prix du marché.

Une forme de municipalisation / métropolisation qui ne s'attaque aucunement au fond : **l'état de la ville** qui conduit les Grenoblois et la clientèle extérieure à boudier le commerce.



La vacance commerciale n'épargne aucun secteur. Ici à la galerie "K-Store" (secteur Alsace-Lorraine), qui a vu ses enseignes partir les unes après les autres.

Écologie : la fraude de la "capitale verte"

Sans doute l'échec le plus symbolique du "premier Maire Vert d'une grande ville". Derrière la comm', Grenoble n'a pas avancé en matière d'écologie. Au contraire.



1ère pour les îlots de chaleur.

Grenoble a atteint la 1ère place (avec Paris) en 2022 selon une étude du CNRS et de Météo France. L'îlot de chaleur représentant la **contribution de l'urbanisation à la température de l'air**, la politique de bétonisation de la majorité en est la cause directe.

Grenoble se classe **27ème sur 31 villes de taille intermédiaire pour la part de nature arborée et végétalisée** en ville (étude Kemap, 2023). La moitié des espaces verts sont privés... et menacés d'urbanisation à cause du Plan Local d'Urbanisme voté par la majorité.

À la traîne pour la nature ...



... et les passoires thermiques.

Près de 9% de passoires thermiques (logements classés F et G) : nous sommes dans le top 10 des pires métropoles quand d'autres sont sous les 3%. Le dispositif "murmur" vanté par les élus n'est clairement plus suffisant car ses critères sont trop restrictifs.

Le titre de "capitale verte" en 2022 a été une opportunité manquée. **Plus de 5 millions d'euros ont été consacrés à la comm'**, mais rien de concret n'a été impulsé. "*L'année capitale verte est passée à côté de beaucoup d'habitants*" avoue le bilan officiel de l'opération.

L'échec de "capitale verte".



La une du "Dauphiné Libéré" le 17 juin 2022. Grenoble devient première ville de France pour les îlots de chaleur la même année que la labellisation "capitale verte"...

Déplacements : où en est-on ?

Côté développement des mobilités douces, le compte n'y est pas non plus après 10 ans de Verts/LFI à Grenoble dont 6 à la tête du syndicat des mobilités.

Les élus avaient promis de tripler la part modale du vélo dans la métropole d'ici 2020. Elle est passée de **4% à 7% aujourd'hui**.

Côté transports en commun, **la promesse de gratuité est restée lettre morte**. Pas un seul km de tram supplémentaire n'a été impulsé et la fréquentation des transports stagne depuis 10 ans.

Les déplacements piétons sont quant à eux en baisse depuis 2019 !

Cadre de vie : la dégradation

Chacun peut le constater en sortant de chez soi : l'espace public s'est considérablement dégradé ces dernières années. Et avec lui la qualité de vie et l'attractivité de notre ville.



Capitale des tags et graffitis.

Ils dégradent presque toutes les façades et reviennent sans cesse. En 2022 dans le Dauphiné, un ancien graffeur expliquait que **Grenoble est "devenue une zone touristique dans le milieu"**. Et pourtant, aucun volontarisme des élus contre le phénomène !

Nous sommes parmi les dernières métropoles pour le tri et le recyclage (enquête Challenges, 2023). Et à cela s'ajoute la recrudescence des dépôts de déchets sauvages et encombrants partout en ville. En 2014, Eric Piolle promettait pourtant "*une ville embellie*"...

Dépôts de déchets : le fléau.



Le béton devant les fenêtres.

Outre ses conséquences pour le réchauffement de Grenoble, **la bétonisation nuit également au cadre de vie** des riverains qui la subissent. Elle touche tout les quartiers et contribue fortement à la dévaluation des biens.

La prolifération des rats et pigeons revient régulièrement parmi les préoccupations des Grenoblois. La majorité théorise son irresponsabilité : elle a adopté **une délibération pour "réhabiliter" les rats** (et ne rien faire contre) malgré les alertes sanitaires de l'académie de médecine.

Le paradis des nuisibles.

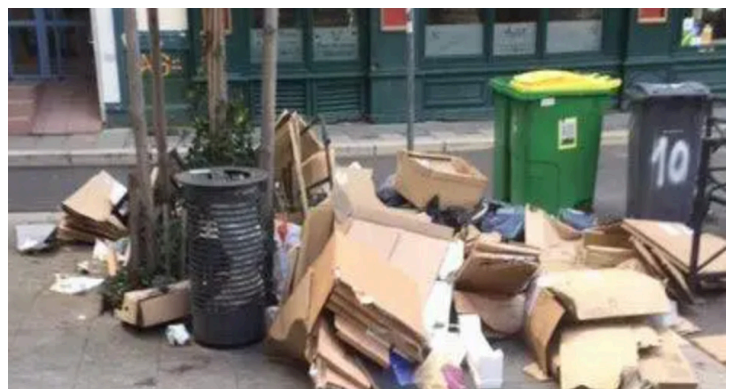


"Fil de la ville" : la déresponsabilisation

C'est une invention particulièrement symbolique du mandat Piolle : le "fil de la ville", pour que les Grenoblois signalent en ligne ou au téléphone les dépôts sauvages mais aussi les voitures abandonnées, les graffitis, les problèmes de voirie...

Si l'initiative peut paraître sympathique, l'efficacité laisse souvent à désirer avec des **services surchargés** qui ont du mal à répondre aux signalements.

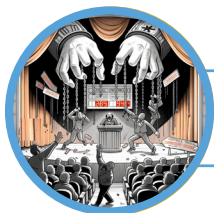
Mais surtout, il s'agit-là d'une ouverture à une **inversion de la responsabilité**. La municipalité ne rend plus automatiquement le service (l'entretien de l'espace public) dû aux Grenoblois : elle fait reposer sur eux la responsabilité de le demander. Du jamais vu.



Rue Montorge, en plein centre-ville, les dépôts sauvages de déchets sont très réguliers et nuisent aux commerces de ce secteur autrefois très attractif.

Vie associative, sportive, culturelle : mainmise et mépris

En 10 ans, le tissu associatif grenoblois a subi les assauts d'une municipalité qui veut tout contrôler, dans tous les domaines. Quitte à étouffer les initiatives.

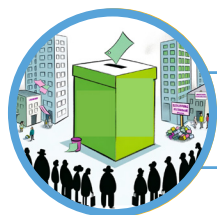


Mise sous tutelle de la culture..

La majorité Verts/LFI caporalise la culture avec l'imposition de **critères idéologiques** pour les subventions. Elle a **repris en main la programmation du théâtre**. Résultat : de 22000 spectateurs pour le seul grand théâtre, nous sommes passés à 10000 en cumulant grand théâtre, 145 et théâtre de poche.

Les associations sportives ne sont pas épargnées, avec une usine à gaz de critères pour les demandes d'aide et des subventions de projet devant répondre aux "thématiques prioritaires" de la ville : transition écologique, etc. Désormais, les associations doivent en fait **s'adapter au projet dogmatique** des élus...

... mais aussi du sport.



Le leurre de la "participation".

Le faible nombre de votants aux "budgets participatifs" témoigne du leurre que constitue ce mécanisme. Les Grenoblois peuvent **voter pour des gadgets**, mais ne sont pas consultés pour les grands projets imposés (urbanisme, etc...). Quand ils le sont, les avis divergents sont balayés.

La majorité municipale tente de **contourner les unions de quartier**, jugées trop indépendantes, avec l'installation de "conseils citoyens indépendants" qu'elle contrôle davantage. Dans la même veine, elle a tenté d'**étouffer le comité de liaison des unions de quartier** en changeant ses modalités de subventionnement...

Unions de quartier : le mépris.



Le patrimoine à l'abandon

Le patrimoine historique grenoblois, héritage de plusieurs époques, est laissé à l'abandon.

Il faudrait 20 millions pour réhabiliter l'ancien musée de peinture Place de Verdun ; la villa Kaminski (Rue des Alliés) est squattée et dégradée par l'extrême-gauche depuis des années ; l'Église Saint-André va fêter ses 800 ans dans un état de délabrement avancé ; l'Église Saint-Louis ne se porte pas mieux...

Les associations patrimoniales tirent régulièrement la sonnette d'alarme sans être entendues. Il n'y a même plus d'élu délégué au patrimoine ! Seul projet: la réhabilitation de la tour Perret. Comme l'arbre qui cache la forêt du patrimoine abandonné... et qui sera inauguré à quelques mois des élections.



Lors du premier mandat d'Eric Piolle, son plan d'austérité entraînant la fermeture de deux bibliothèques a suscité de vives manifestations. Plusieurs conseils municipaux se sont tenus sous la protection des CRS...

Enfance, jeunesse : ville "amie des enfants" ?

La majorité municipale affirme en avoir fait une priorité dans les politiques qu'elle déploie depuis 10 ans. Mais quels sont vraiment les résultats ?



Périscolaire : l'interminable pénurie.

Le personnel périscolaire manque chaque année malgré les éternelles promesses d'amélioration par les élus et les parents sont souvent prévenus au dernier moment de **l'absence d'accueil**. En outre, l'offre d'aide aux leçons a été réduite et les 2 premiers soirs d'accueil gratuits supprimés !

Même problème pour les crèches municipales. En 2023, en 6 mois, les parents de la crèche Armand ont par exemple dû récupérer leurs enfants plus tôt 21 fois à cause de non-remplacements. **Le personnel du CCAS a régulièrement manifesté** devant le conseil municipal pour alerter sur ses conditions de travail.

Crèches : un vrai ras-le-bol.

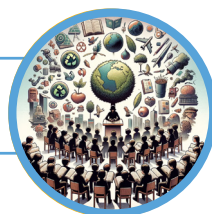


L'éducation populaire sabrée.

À Mistral, les élus ont mis fin au conventionnement avec **Le Plateau (sans rien ouvrir à la place) qui accueillait jusqu'à 500 personnes** par jour. Idem pour La Cordée à la Villeneuve. La MJC Mutualité est menacée de fermeture, malgré 400 adhérents, après la perte d'1/3 des subventions de la ville...

Dans la continuité de la prise en main de la culture et du sport avec des critères de subventions idéologiques, la volonté de la majorité est de créer des "**écocitoyens**", imprégnés de ses thèses dès le plus jeune âge. Une logique **à rebours des notions d'émancipation** et de développement de l'esprit critique.

Une volonté de formatage ?



La tentative de repas végétarien imposé

À la rentrée 2022, avec force communication y compris dans les médias nationaux, Eric Piolle avait annoncé que **le repas végétarien devenait la norme dans les cantines à Grenoble**.

Pour tordre le bras aux parents d'élèves afin qu'ils y souscrivent, **la logique a été inversée**, les menus par défaut devenant végétariens et les parents devant désormais demander pour la viande et poisson.

Malgré cette petite manoeuvre, le résultat est sans appel : **de l'ordre de 5% des familles seulement** ont accepté le repas végétarien. Environ 95% ont fait la démarche d'opter pour viande et/ou poisson.



En marge d'un conseil municipal, rencontre des élus d'opposition avec les associations d'éducation populaire venues protester contre la baisse des moyens.

Solidarités : Grenoble, ville humaniste ?

“Grenoble est une ville monde, hospitalière et humaniste” selon Eric Piolle (tweet du 19 février 2020). Sa comm’ se heurte à une réalité bien moins inclusive.



3000 personnes sont à la rue.

Dont 250 enfants. Les chiffres les plus récents en disent long sur la ville “hospitalière”. **Les campements, bidonvilles, squats se sont multipliés.** La majorité municipale prône “l’accueil inconditionnel”... mais Grenoble n’en a pas les moyens.

1 ménage grenoblois sur 5 vit sous le seuil de pauvreté. Plus largement, la proportion de ménages sous le seuil de bas revenus est en augmentation (36% de familles concernées à Grenoble contre 28% au niveau national et 23% au niveau départemental...).

La paupérisation générale.



La classe moyenne matraquée.

Le classe moyenne paye sans cesse. **Augmentation de la taxe foncière, prix record du stationnement, cantine, périscolaire, piscines...** Elle finance quelques baisses de tarifs qui ne concernent que l’extrême minorité la plus précaire.

La majorité municipale se caractérise également par son **manque d’attention pour les aînés.** Fermetures de places d’EHPAD, promesse d’un nouvel établissement qui n’a jamais vu le jour, explosion des tarifs de transports en commun (+278% !) pour les plus de 75 ans...

Les aînés grands oubliés.



Fin 2021, un impressionnant incendie a ravagé un campement installé sur un terrain municipal rue des Alliés ainsi que l’entreprise voisine. Un passeur avait incendié la cabane d’une famille refusant de payer son “loyer”... Ces filières mafieuses tiennent sous emprise nombre de primo-arrivants à Grenoble.

Accessibilité : Grenoble recule

En matière d’accessibilité, **Grenoble était autrefois en avance** (premier tram accessible aux personnes en situation de handicap par exemple). La ville a désormais pris du retard.

Seulement 1/3 des établissements recevant du public sont aux normes d’accessibilité et la majorité municipale est à la traîne pour les investissements promis.

Suppressions de places de stationnement PMR, état catastrophique de nombreuses voiries, feux de traversée sonores quasi inexistants malgré l’obligation légale, pannes récurrentes d’ascenseurs dans les immeubles sociaux... Nous sommes loin du compte.

POUR GRENOBLE, NOUS AVONS BESOIN DE VOUS !

Pour davantage d'informations sur chaque sujet, nous vous invitons à consulter le site de notre groupe d'opposition (societe-civile-grenoble.fr) mais également le site du collectif citoyen "Grenoble le Changement" (grenoble-le-changement.fr).

Retrouvez également le lien de tous nos réseaux sociaux en scannant ce QR Code:



Pour construire le Grenoble de demain et tourner la page de ces années de déclin pour notre ville, nous avons besoin de vous.

Une remarque, un avis, des idées ? Remplissez le formulaire ci-dessous et renvoyez le par mail à contact@societe-civile-grenoble.fr, ou par courrier à :

Groupe d'opposition - Bureau 167 - Hôtel de ville - 11 Boulevard Jean Pain 38000 Grenoble.

NOM / PRÉNOM :

ADRESSE :

MAIL / TÉLÉPHONE :

COMMENTAIRES :

.....

.....

.....

.....

.....

En cochant cette case, j'accepte de recevoir les informations du groupe d'opposition société civile, divers droite et centre par mail et SMS. Je pourrai me désabonner à tout moment.